



**ECONOMIE DE COMMUNION**  
**Mouvement des Focolari**

**IPLH** Institut Politique Léon Harmel  
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur

## **L'économie de communion**

**Par Michel COQUILLION**

**Vice Président de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)**

**Vice Président du Conseil Economique et Social et Environnemental (CESE)**

La citation de l'encyclique Caritas in Veritate sur le don gratuit en tête des invitations à ce colloque fêtant les 20 ans de l'Economie de Communion, me paraît très bien illustrer un des aspects de l'évolution souhaitable de l'économie. En effet, cette approche de Benoît XVI serait presque passée inaperçue tant l'encyclique est riche. Elle est pourtant très importante car elle représente une des voies majeures d'évolution de notre monde.

Dans une société où l'argent et la nécessité financière jouent un rôle déterminant, que ce soit sous forme de recherche du profit maximum ou de solution à la crise, cette approche est à la fois urgente et impérative. L'humaniste chrétien que je suis ne peut qu'applaudir la réaffirmation de la nécessité de laisser une place à la relation humaine par rapport à la logique marchande et financière, sur la base de la charité et de reconnaissance de la personne. C'est l'axe central des orientations de l'Economie de Communion.

### **Le réalisme de cette approche**

Il ne s'agit pas, que ce soit sous la plume du Pape ou du mouvement Economie de Communion, de chercher à substituer à l'économie actuelle une nouvelle économie idéale où le profit et les échanges financiers n'existeraient plus pour céder la place à la gratuité totale. Cette nouvelle illusion serait aussi dangereuse que celles qui ont fait un mal qu'on ne mesure pas encore totalement, je pense en particulier à l'illusion communiste. Comme beaucoup des propositions de la doctrine sociale de l'Eglise, il s'agit d'un principe qu'il appartient aux chrétiens et aux « *hommes de bonne volonté* » de mettre en œuvre en prenant en compte les réalités.

Le réalisme me paraît donc de deux natures :

Le profit étant reconnu comme nécessaire – il est d'ailleurs considéré comme un « bien » donné à l'homme par la doctrine sociale de l'Eglise et Benoît XVI comme Jean-Paul II en affirment la légitimité quand il est conforme au bien commun– Il convient de lui donner la juste place, mais en gardant l'Homme comme finalité et en ne transformant pas l'économie en une tyrannie de la finance, du commerce ou un lieu de « *la domination du fort sur le faible* ».

Le besoin, premier, le plus fondamental de tout Homme, au-delà de la nourriture, est bien d'aimer, d'être aimé et reconnu. Or des mécanismes qui conduisent à ce que l'Homme ne trouve plus sa vraie place en termes de reconnaissance et de liens affectifs et sociaux sont

contraires aux besoins réels de la personne humaine. Les valeurs qui permettent à la personne d'être reconnue dans le cadre d'une véritable subsidiarité de l'organisation sont les seules capables de proposer ce à quoi chacun aspire au plus profond de lui-même, même s'il n'en a pas toujours conscience.

La vraie illusion est bien de croire qu'une société peut être heureuse en se développant sur un profit qui ne laisse pas sa vraie place à l'homme et qui laisse le pauvre au bord du chemin.

Dans la « communion », il y a bien une reconnaissance de l'autre, s'inscrivant dans la charité sans laquelle la compétition, l'indifférence et tous les obstacles à l'entente l'emportent inévitablement. Elle s'inscrit également dans la Vérité, sans laquelle la charité est vide de sens. Ces valeurs fortes sont également au cœur des préoccupations de la CFTC pour qui « il faut redonner toute sa place à l'Homme »

### **Un passage obligé pour le bien de l'Homme**

La CFTC comme les observateurs au Conseil économique social et environnemental ou dans le monde politique ou syndical s'accordent, en phase avec Caritas in Veritate, pour voir dans la logique du profit à tout prix la cause première de la Crise que nous vivons. Promouvoir une autre logique s'avère nécessaire. C'est un axe fort qui sous-tend les propositions du CESE pour la préparation du G20.

La communion ou la gratuité dans le monde de la finance peut consister en premier lieu à accepter de perdre quelques euros pour éviter d'aggraver une crise dont les plus pauvres sont toujours les premières victimes. C'est substituer à la volonté de gagner toujours plus, de gagner de façon plus responsable et plus solidaire.

Fin 2009, des milliers de personnes sont mortes de faim car elles ne pouvaient plus acheter le minimum de nourriture pour survivre. En cause, la spéculation mondiale sur les produits agricoles. Passer, au moins dans ce domaine, de la logique du profit à tout prix à une logique qui prenne en compte l'Homme comme expression de la solidarité humaine serait un extraordinaire progrès de l'humanité.

Le Pape et des partisans de l'effacement de la dette des pays les plus pauvres partagent une conviction de bon sens qui va totalement dans le sens de ce que préconise l'Economie de Communion : un pays trop endetté qui ne peut même plus assumer la charge des intérêts financiers, se trouve dans l'impossibilité de s'en sortir sans aide. Dans les relations internationales, la difficulté de certains pays pour accéder au développement suppose donc une aide à fonds perdus dans un premier temps. *« C'est une exigence de l'homme de ce temps, mais aussi une exigence de la raison économique elle-même. »* nous dit le Saint Père. Le bon sens économique lui donne raison. Cela peut également s'appliquer aux ménages.

Un point sur lequel j'ai souvent dû intervenir dans les responsabilités confiées par la CFTC. Dans la société une personne peut avoir besoin de recevoir avant de donner. Par exemple, une personne en grande difficulté, désocialisée et trop blessée par la vie pour s'intégrer et assurer des démarches d'insertion a besoin d'un temps où elle reçoit pour se reconstruire. Il est important dans certaines situations de pouvoir recevoir sans donner. La logique de droit/devoir, assimilable à un donnant/donnant est importante pour la dignité de la personne (on reconnaît qu'elle est capable de donner) – parfois élément de reconstruction - mais des actions ou des aides, du domaine de la charité, peuvent ne pas avoir de contrepartie si ce n'est le bien de la personne. On ne donne pas d'abord pour un retour, mais parce que la personne en a besoin. Le débat sur les contreparties des aides ou indemnités souvent ouvert

dans les instances comme Pôle-Emploi, les Commissions sociales des CAF par exemple trouvent là un début de réponse : il peut y avoir un temps pour la gratuité avant de pouvoir exiger des contreparties et parfois aucun vrai retour n'est possible. Dans ce cas, c'est bien la reconnaissance de l'autre comme personne humaine, dans une optique de charité et de solidarité, qui justifie l'action.

### **Cela est vrai aussi dans l'entreprise**

A ce niveau, la logique consiste bien à dégager des profits en produisant des richesses – ne serait-ce que pour assurer la pérennité de l'entreprise – pour le salarié de gagner sa vie pour subvenir à ses besoins, ceux de sa famille. Or les relations entre employeurs et salariés ou entre salariés ne peuvent se résumer à la productivité économique. Ce qui va constituer le ciment et par conséquent l'efficacité de l'entreprise est bien au-delà.

Pour que cela soit possible, le salarié ne doit pas être enfermé dans une logique où l'entreprise est l'ennemie où le travail est limité à un échange d'activité professionnelle contre salaire.

Cela peut être vital pour l'entreprise. Par exemple, nous avons pu voir des salariés qui donnent du temps gratuitement pour intervenir dans leur entreprise inondée. Nous sommes bien là dans une démarche vers une entreprise plus communautaire, celle que préconise l'Economie de Communion comme la CFTC.

Cela n'empêche pas les problèmes de toute organisation humaine – nous ne sommes pas dans un monde de Bisounours -, mais peut être très efficace pour le développement de l'entreprise. Un salarié qui ne passe son temps à regarder sa montre, qui ne déteste pas ce qu'il fait ou son employeur sera forcément plus efficace et fiable que s'il n'aime pas ce qu'il fait.

Pour l'entreprise, le regard qu'elle porte sur le salarié est également déterminant pour le climat et l'efficacité. Cela se traduit par un management totalement différent. J'assume totalement, en tant que syndicaliste chrétien cette lecture qui, heureusement gagne lentement du terrain.

Elle peut se traduire également en termes de gratuité : par exemple un employeur qui a décidé de ne pas retenir, comme nous avons pu le voir, des heures de paye pour un parent dont l'enfant est très malade et qui ne dispose plus de congés pour s'absenter. Ce comportement renforce d'ailleurs la cohésion de l'entreprise et crée un climat bon pour l'efficacité économique.

De même, la démarche de former un salarié est un investissement de l'entreprise, mais elle a une dimension humaniste très importante lorsqu'elle a également pour but de faire grandir la personne.

### **Sortir des logiques marxiste ou ultralibérale**

Ces deux doctrines, qui se sont souvent nourries l'une de l'autre, ont profondément imprégné les relations sociales en France, ne serait-ce qu'en instrumentalisant les antagonismes naturels qui existent entre salarié et entreprise ou en idéalisant les bienfaits de la concurrence. Cela a certes permis d'arracher des progrès sociaux dans les périodes où le rapport de forces était favorable aux salariés ou des progrès économiques, mais l'évolution montre à l'évidence les limites de ces illusions avec la crise actuelle. La CFTC qui s'est construite sur les valeurs chrétienne en 1919 rencontre tout à fait l'approche d'Economie de communion comme alternative.

L'instrumentalisation des antagonismes entre employeur et salariés a certes permis des « mobilisations », mais s'est toujours traduit par la victoire du fort sur le faible. Les

antagonismes existent certes à l'état naturel. Le besoin premier du salarié, gagner sa vie, n'est pas le même que celui de l'entreprise qui doit assurer sa pérennité. Le besoin de justice peut conduire à des conflits, mais ce n'est pas le moyen systématiquement recherché pour faire avancer le progrès social. Les salariés vivent souvent beaucoup mieux dans les entreprises où il y a du dialogue et un respect réciproque.

### **Le monde en a besoin**

Notre époque orpheline des grandes illusions a donc besoin d'autres raisons d'espérer et de découvrir des orientations qui ne sont pas nouvelles, mais montrent leur réalisme. C'est le grand défi proposé dans Caritas in Veritate.

En effet, l'approche nouvelle préconisée par Benoît XVI lorsqu'il écrit : « *Pour fonctionner correctement, l'économie a besoin de l'éthique ; non pas d'une éthique quelconque, mais d'une éthique amie de la personne* » et traduite dans ce que porte l'Economie de Communion rejoint fortement ce que recherche la CFTC : être porteuse de propositions issues de la Morale Sociale Chrétienne, pour répondre aux besoins immenses et douloureux de notre époque.

C'est la raison pour laquelle mon organisation doit pouvoir avancer avec l'Economie de Communion pour enrichir la réflexion et aboutir ceci pour le bien commun, le service de l'Homme.